

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 11/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALRECY

15 Rue du Pont aux Oies
37200 Tours

Références : 0100.00066/RAPVI/CC/IC230422
Code AIOT : 0010000066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté 8 Rue Joseph Cugnot, ZI de Gellainville - 28630 Gellainville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 8 Rue Joseph Cugnot ZI de Gellainville 28630 Gellainville
- Code AIOT : 0010000066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVIVAL exploite une installation de transit, regroupement et traitement de déchets située au sein de la zone industrielle de Gellainville. L'exploitant est également agréé pour son activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/06/2020 (article 1 : système automatique d'extinction incendie) ;
- Suites de la visite d'inspection du 08/10/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Autorisation de déversement	Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 4.3.6.1	VI 08/10/2021 (NC1)	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Etanchéité des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 - III	VI 08/10/2021 (D1)	Lettre de suite préfectorale	60 jours
13	Détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 7.4.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Système automatique d'extinction	Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 7.7.3	VI 19/02/2020 et 08/10/2021 (NC4) APMED du 22/06/2020 (article 1)	Sans objet
9	Attestation de valorisation	Code de l'environnement du 06/07/2023, article D. 543-284	VI 08/10/2021 (D3)	Sans objet
10	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 4.2.4.1	VI 08/10/2021 (D4)	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Identification des aires d'entreposage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV	VI 08/10/2021 (NC2)	Sans objet
3	Evaluation du volume des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV	VI 08/10/2021 (NC3)	Sans objet
5	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	VI 08/10/2021 (NC5)	Sans objet
6	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - II	VI 08/10/2021 (R1)	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	VI 08/10/2021 (D2)	Sans objet
11	Traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 4.3.1.1	/	Sans objet
12	Entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 7.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation de déversement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 4.3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation de déversement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/10/2021 (NC1)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.
Constats : Absence d'autorisation de déversement délivrée par la collectivité. Il appartient à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées le document précité.
Observations : Constat du 08/10/2021 (NC1) : Le site ne dispose pas d'une autorisation de déversement datée et signée. Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport de vérification des réseaux d'assainissement de l'installation établi par les services de Chartres métropole du 18/11/2021 qui ne mentionne aucune non-conformité. Cependant l'inspection des installations classées précise que ce document ne correspond pas à l'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques vers le réseau public d'assainissement collectif. La non-conformité (NC1) relevée lors de la visite du 08/10/2021 est donc maintenue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Identification des aires d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des aires d'entreposage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/10/2021 (NC2)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 08/10/2021 (NC2) : Absence de certaines étiquettes sur les aires extérieures de réceptions des déchets. <p>L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives en réponse au constat susvisé. Les zones de stockage des déchets de l'établissement sont organisées de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- les déchets (bois, carton, acier et DIB) sont localisés sous un hangar et entreposés en vrac dans 6 fosses distinctes ;- les métaux (aluminium, inox, zinc...) sont abrités sous un hangar et stockés en vrac dans des cases ;- une zone de stockage est dédiée à la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- les batteries usagées sont entreposées dans une benne à l'abri des intempéries ;- les déchets de ferraille et de métaux sont stockés en plein-air dans des bennes ou sur une aire d'entreposage. <p>Les différentes aires d'entreposage sont distinctement identifiées par une signalétique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Evaluation du volume des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV
Thème(s) : Risques accidentels, Evaluation du volume des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/10/2021 (NC3)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 08/10/2021 (NC3) : Absence de marquage sur des fosses extérieures pour évaluer le volume afin d'avoir un double contrôle ordinateur et dans la fosse. L'inspection des installations classées constate que les côtés latéraux des cases d'entreposage de métaux (aluminium, inox, zinc...) servent notamment de bornes de délimitation de la hauteur de stockage. Cette délimitation est notamment matérialisée par une échelle de mesure peinte. L'exploitant précise que le tonnage des déchets présents dans les fosses est enregistré dans un ordinateur. Par ailleurs, il mentionne que le volume des déchets peut être estimé à partir du dimensionnement des fosses et de la hauteur des stocks qui est délimitée par un marquage apposé au niveau des bastaings.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Système automatique d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Système automatique d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors des visites d'inspection du 19/20/2020 et du 08/10/2021 (NC4)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites, APMED du 22/06/2020
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>- [...]</p> <p>- Un système automatique d'extinction incendie au-dessus des fosses à déchets visées au point 8.2.1.1.3 [...].</p>
Constats : L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance au terme duquel il sollicite la suppression du système automatique d'extinction incendie au-dessus des fosses à déchets. Dans l'attente de l'instruction du dossier, l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 22/06/2020 portant sur le dysfonctionnement de cet équipement est maintenu.
Observations : Constats du 19/02/2020 et du 08/10/2021 (NC4) : Le système automatique d'extinction incendie au-dessus des fosses à déchets est inopérant. Pour rappel, cette prescription a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/06/2020. L'exploitant avait 3 mois pour remettre en bon état de fonctionnement cet équipement. L'inspection des installations classées constate effectivement qu'un système automatique d'extinction incendie est positionné à une douzaine de mètres au-dessus des fosses à déchets. L'exploitant déclare qu'à ce jour celui-ci est encore inopérant. De plus, il précise qu'une demande d'aménagement de prescription portant sur la suppression de cet équipement a été sollicitée auprès du Préfet (dossier de porter à connaissance déposé le 28/07/2022). Dans l'attente de l'instruction de ce dossier par l'inspection des installations classées, il est précisé à l'exploitant que cette non-conformité faisant l'objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 22/06/2020 est maintenu en l'état.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Clôture de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/10/2021 (NC5)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée [...].
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : Constat du 08/10/2021 (NC5) : L'installation n'a pas de clôture efficace à proximité de la station de dépollution des VHU. L'inspection des installations classées constate que le site est clôturé sur toute sa périphérie notamment au niveau de la station de dépollution des VHU.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - II
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/10/2021 (R1) • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir : <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri [...].
Constats : Conforme.
Observations : Constat du 08/10/2021 (R1) : L'exploitant doit veiller aux remplissages de la fiche d'acceptation préalable des déchets. L'inspection des installations classées procède par sondage à la vérification d'une fiche d'admission des déchets. Le document consulté porte sur des déchets de poussières de métaux non ferreux (code 12 01 04) qui ont été admis le 23/01/2023 au sein de l'installation. Toutes les informations définies par l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 susvisé sont mentionnées sur ce document (origine du déchet, apparence, composition...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Etanchéité des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 - III
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/10/2021 (D1)• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement [...].</p>
Constats : L'aire d'entreposage des déchets du SITREVA et la zone Est du site ne sont pas étanches.
Observations : Constat du 08/10/2021 (D1) : Il est demandé à l'exploitant de démontrer que la zone située en limite de propriété Est ne risque pas de recevoir des écoulements accidentels, de ruissellement sur les stockages à proximité ou sur un sol potentiellement pollué. En réponse à ce constat, l'exploitant indique dans son dossier de porter à connaissance du 28/07/2022 : " Cette zone ne présente pas de risque de pollution de sol issue des stockages avoisinants. Comme le montre le plan ci-dessous, les eaux de ruissellement provenant du Nord / Nord-Ouest sont récupérées par la zone de confinement des eaux (fosses à déchets) avant d'arriver vers la zone endommagée, et les eaux de ruissellement provenant du Sud de la zone sont dirigées à l'opposé de la zone non étanche et transite ensuite par le réseau EP ". Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées observe que cette zone sert principalement à entreposer des bennes vides et à stocker des déchets de verre. Bien que les eaux de ruissellement provenant des stockages avoisinants soient en partie captées par les fosses à déchets, l'exploitant ne peut garantir que la zone Est du site n'est pas susceptible d'être polluée, notamment en raison du mauvais état de la dalle et des bordures périphériques qui sont cassées ou manquantes par endroit. Par ailleurs, l'inspection des installations classées relève que la dalle en béton de la zone de stockage des déchets provenant du SITREVA, située en face de la station de dépollution des VHU, est également endommagée. L'exploitant précise qu'il est prévu que la dalle soit renouvelée sans pouvoir s'engager sur un calendrier compte tenu du montant important des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 59 jours

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/10/2021 (D2)• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;— de plans des locaux [...] ;— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé [...] implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres [...] ;— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles [...]. <p>[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : Constat du 08/10/2021 (D2) : L'exploitant s'est engagé à transmettre le justificatif de la remise en service du RIA.
<p>L'installation dispose des moyens de secours contre l'incendie qui sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- un téléphone permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- un plan général de l'installation notamment affiché au niveau de l'entrée du bureau d'accueil ;- 2 poteaux incendie du réseau public implantés à moins de 100 mètres du site ;- 9 robinets d'incendie armés (RIA) et des extincteurs bien visibles, facilement accessibles et répartis sur l'ensemble du site notamment dans les zones à risque. <p>D'après le registre de sécurité, le système de désenfumage a été vérifié par la société Eurofeu le 26/08/2022. Quant aux extincteurs et aux RIA, ils ont été contrôlés le 11/01/2023 (bon d'intervention n°16415 de la société Bernaud protection incendie).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas consulté les rapports de contrôle correspondants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Attestation de valorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2023, article D. 543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Attestation de valorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/10/2021 (D3)• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p>
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du taux de refus de tri de son installation.
Observations : Constat du 08/10/2021 (D3) : L'exploitant devra justifier du taux de refus de tri sur son installation. <p>L'exploitant mentionne que les quantités de déchets de papier, métal, plastique, verre... collectées et expédiées dans les différentes filières de traitement et de valorisation sont enregistrées dans un logiciel dédié à cet effet. L'exploitant précise qu'il est préalablement nécessaire de réaliser différentes extractions pour obtenir le taux de refus de tri à une période donnée.</p> <p>Au regard de ce qui précède, la demande (D3) formulée lors de l'inspection du 08/10/2021 est maintenue.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/10/2021 (D4)• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance.</p>
Constats : L'emplacement de la clef de manœuvre du dispositif d'isolement n'est pas physiquement signalé.
Observations : Constat du 08/10/2021 (D4) : L'exploitant devra indiquer l'emplacement et la maintenance du système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur en cas d'incendie. <p>En situation accidentelle (pollution ou incendie), les réseaux d'assainissement de l'installation peuvent être isolés de l'extérieur par une vanne de sectionnement. Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate la présence de la clé de manœuvre en aval du séparateur d'hydrocarbures qui n'est pas signalée par un panneau affichage.</p> <p>L'exploitant dispose également d'un plan de drainage sur lequel est matérialisée l'emplacement de cette vanne.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précise qu'un bouton d'arrêt de la pompe de relevage permet de confiner les eaux d'extinction incendie dans les fosses à déchets.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 4.3.1.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5)		
Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Méthode de référence
pH	Entre 5,5 et 8,5 ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline	
Matières en suspension totales (MEST)	100 – flux < 15 kg/j	NFT 90 105
DCO (sur effluent brut)	300 – flux < 100 kg/j	NFT 90 101
DBO5 (sur effluent brut)	100 – flux < 30 kg/j	NFT 90 103
Hydrocarbures totaux (HCT)	10	NF EN ISO 9377-2
Aluminium (Al)	5	NF EN ISO 11885
Cuivre (Cu)	0,5	NF EN ISO 11885
Fer (Fe)	5	NF EN ISO 11885
Zinc (Zn)	2	NF EN ISO 11885
Plomb (Pb)	0,5	NF EN ISO 11885
Constats : Pas d'écart constaté.		
Observations : Les eaux pluviales non polluées de l'établissement ont été analysées et font l'objet d'un rapport d'analyse du laboratoire Eurofins n°AR-23-IV-000 959-01 en date du 03/01/2023. Ce document mentionne que les paramètres visés à l'article 4.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 04/05/2009 ont tous été analysés et que les valeurs limites en concentration sont respectées :		
Paramètres	Valeurs	Unité
- pH	7	
- Matières en suspension totales (MEST)	8,20	mg/l
- DCO	83,9	mg/l
- DBO5	< 3,00	mg/l
- Hydrocarbures totaux	< 0,1	mg/l
- Aluminium (Al)	0,12	mg/l
- Cuivre (Cu)	0,0084	mg/l
- Fer (Fe)	0,1	mg/l
- Zinc (Zn)	0,0947	mg/l
- Plomb (Pb)	0,0151	mg/l
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 12 : Entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables [...]. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle périodique.
Observations : D'après le registre de sécurité, les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées par la société Dekra le 09/03/2023. Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas consulté le rapport de contrôle correspondant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Détection de matières radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 7.4.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de matières radioactives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant, qu'il s'agisse de déchets ménagers et assimilés, de déchets dangereux, ou de terres polluées [...]. Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.
Constats : Les opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage du portique de radioactivité n'ont pas été réalisées.
Observations : Un portique de radioactivité est présent au niveau du pont bascule et permet de contrôler chaque chargement de déchets entrant ou sortant. Des consignes ont été établies par l'exploitant en cas de présence de matières radioactives et sont affichées dans le bureau d'accueil. Le dernier contrôle du portique de radioactivité ayant été réalisé le 18/10/2021, l'exploitant admet que la fréquence annuelle des opérations de contrôle et de maintenance de cet équipement n'est pas respectée. L'exploitant s'engage à faire contrôler le portique de radioactivité dans les plus brefs délais et à fournir à l'inspection des installations classées le rapport correspondant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours